

# Communes : des cours de management

Cela fait quelques mois que cela dure et le syndicat des fonctionnaires communaux tape du poing sur la table. Le Syvicol annonce des formations pour les élus locaux, surtout pour ceux qui dérapent.

De notre journaliste  
Geneviève Montaigne

Il y a eu Sandweiler, Contern, Hesperange et plus récemment Dippach. Dans ces communes, un problème de management des ressources humaines s'est sérieusement posé et a fait réagir les partis d'opposition comme les syndicats. La Fédération générale de la fonction communale (FGFC) vient de tenir des propos très virulents à l'égard des élus locaux, sans distinction.

«Si vous pensez que votre élection au collège échevinal ou au conseil communal est une autorisation pour abuser de votre pouvoir, pour violer la loi ou mener des campagnes personnelles, alors le système de démocratie vivante bascule vers un système autocratique», écrit la FGFC dans un communiqué.

Elle dit observer comment «les décideurs locaux outrepassent leur autorité» et tire la sonnette d'alarme. Les personnels communaux sont harcelés, soumis à des pressions et discrédités publiquement «simplement parce qu'ils refusent d'exécuter des instructions illégales», dénonce-t-elle. Il s'agit là d'une «ingérence politique dans les affaires quotidiennes qui conduit non seulement au chaos, mais aussi à des décisions extrêmement erronées suivies de conséquences financières et juridiques qui coûtent cher aux communautés et donc aux citoyens», ajoute la FGFC, sans mâcher ses mots.

Elle attend une action forte du Syvicol et du ministère des Affaires intérieures pour remettre de l'ordre dans les administrations publiques qui ne sont pas «un ter-



«Le Syvicol prend ce problème très au sérieux, même s'il ne concerne qu'un petit nombre de communes», nous explique son président, Emile Eicher.

sure Emile Eicher. Elle sera suivie d'une rencontre avec les élus locaux pour les informer des procédures d'embauche et de licenciement et de leurs obligations «en tant que patrons», ajoute-t-il.

Selon le président du Syvicol, il ne s'agira que d'une première journée qui débouchera sur une série de formations. Le Syndicat des villes et communes cherche d'ailleurs des partenaires, des spécialistes en ressources humaines, pour l'épauler. «La formation que nous offrons s'adresse surtout aux élus, qui doivent mieux s'exprimer avec le personnel, et servira à leur expliquer certaines procédures, car j'ai l'impression que beaucoup d'élus ne les connaissent pas», observe Emile Eicher.

C'est une étape qui a été décidée depuis plusieurs semaines. «Cela étant dit, la FGFC doit aussi savoir que les problèmes qu'elle soulève sont marginaux et que la plupart des communes travaillent raisonnablement, même bien», déclare encore le président en précisant que son souci principal est d'offrir aux élus des outils et des méthodes de gestion pour qu'ils puissent bien accomplir leur travail.

Pour la FGFC, «il faut arrêter les brebis galeuses parmi des politiciens locaux avant qu'elles ne causent davantage de dégâts». Le Syvicol ne nie pas qu'il en existe et prend au sérieux les critiques de la FGFC, mais il trouve «exagéré» de généraliser un problème qui s'est posé dans une poignée de communes, comme le souligne Emile Eicher.

Il estime que cela nuit à la réputation de nombreux élus «engagés et responsables».

rain de jeu pour des politiciens locaux avides de pouvoir et croyant pouvoir ignorer toutes les règles». Au contraire, «l'administration sert le bien commun, elle fonctionne selon des exigences juridiques claires, elle est fondée sur la compétence et l'État de droit – et non sur des caprices politiques ou une vengeance personnelle», rappelle la FGFC.

Ces critiques virulentes n'ont pas échappé au Syvicol, qui a réagi aussitôt. «La FGFC se plaint de situations dans certaines communes et surtout de la gestion du personnel. Le Syvicol prend ce problème très au sérieux, même s'il ne concerne qu'un pe-

tit nombre de communes», nous explique son président, Emile Eicher. En revanche, le Syvicol n'est pas habilité à dire aux communes ce qu'elles ont à faire ou non, selon le président qui renvoie la balle au ministère des Affaires intérieures.

## Expliquer les procédures

«Il le fera d'ailleurs pour la commune concernée», informe Emile Eicher en faisant référence à Dippach, où un audit vient d'être réalisé et discuté à huis clos, concluant à un certain malaise dans le personnel et au sein du conseil. Plus généralement, les problèmes qui

se posent en termes de gestion des ressources humaines dans les communes sont partagés par des nombreux élus locaux, comme en témoignent les résultats d'une large consultation auprès des communes regroupées au sein du Syvicol.

«La moitié d'entre elles, au moins, nous ont déclaré que c'est au niveau du management du personnel que le Syvicol devrait offrir son aide», dit son président. Avant l'été, une réunion sera organisée conjointement avec le ministère des Affaires intérieures «pour rendre les responsables des ressources humaines plus attentifs aux droits et aux obligations des fonctionnaires communaux», as-

## Trois Palestiniens blessés transférés par LAR

Mercredi, dans le cadre du mécanisme européen de protection civile, le Luxembourg a facilité le transport de trois patients palestiniens depuis Bucarest vers la France, afin qu'ils puissent recevoir des traitements médicaux vitaux. Chaque patient était accompagné de deux proches afin d'assurer un suivi médical adéquat et un transport sécurisé.

Ces patients avaient été initialement évacués depuis la bande de Gaza vers Bucarest par les autorités roumaines. Le Luxembourg a pris en charge leur transfert ultérieur vers la France. Cette mission a été réalisée à la demande du

Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) de la Commission européenne. Le transport a été assuré par Luxembourg Air Rescue, utilisant les heures de vol dédiées aux évacuations sanitaires (Medevac) du dispositif emergency.lu.

Cofinancée par le ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) et par l'Union européenne, cette opération a été réalisée en étroite coordination avec le ministère des Affaires intérieures et le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).



Photo : Julien Garroy

Le transport a été assuré par Luxembourg Air Rescue entre la Roumanie et la France.

## ÉDITORIAL

de notre rédacteur en chef

**Laurent Duraisin**

lduraisin@lequotidien.lu



## Choisissez votre voie

Ce sera une nouvelle façon de se rendre au travail. La semaine prochaine, les usagers de l'A3, entre Berchem et la capitale, devront s'habituer à de nouvelles voies : pour les bus et le covoiturage (lire aussi en page 5). Espérons que tous ceux qui passeront à cet endroit adopteront ce nouveau système sans heurt ni incident notable. Car il va falloir s'y faire : le Grand-Duché ne pourra pas étaler du macadam partout et goudronner l'ensemble de ses paysages pour faire venir dans la capitale des milliers et des milliers de travailleurs (frontaliers ou non). Le système va être mis en place et scruté de près par les usagers et les autorités pour savoir s'il s'agit d'une solution miracle qui permettra de désengorger, un peu, les axes de circulation routiers grand-ducaux. Avec la mise en place de la voie ferrée entre Bettembourg et Luxembourg, les nouvelles installations et des rames flambant neuves des CFL, le tram qui ne fait que grandir en ville, l'arrivée dans quelques années de son cousin un peu plus «musclé» qui devrait relier le Sud à la capitale, le vaste puzzle de la mobi-

lité au Grand-Duché continue de s'assembler peu à peu. Mais il y aura toujours des pièces manquantes à ce jeu-là, et il faudra les trouver pour bien les imbriquer dans ce qui a déjà été fait. Et vite : le pays refuse de cesser de croître et compte toujours galoper vers le million d'habitants en 2050. Oui, c'est demain.

En attendant cette échéance, les automobilistes empruntant matin et soir l'A3 vont découvrir ces prochains jours une nouvelle façon de se comporter dans le flot de la circulation. Cette organisation dévoilée vendredi est assez unique dans la Grande Région. Gageons que les grands panneaux installés à l'entrée du tronçon et les peintures au sol seront suffisants pour discipliner les automobilistes. Rappelons-le : l'objectif est que tout le monde gagne du temps et puisse rejoindre son lieu de travail ou son domicile plus rapidement, et avec (osons l'expression) un peu moins de stress. Et pour que cela fonctionne, il faut que chacun y mette du sien. Quitte à changer ses habitudes... et à ne pas céder à la tentation d'une belle voie libre aux heures de pointe.